

Le Brésil à l'aube de la présidentielle

Martine Droulers

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/3 Automne**, PAGES 131 À 143
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304803

DOI 10.3917/pe.223.0131

Date de mise en ligne : 14/09/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-3-page-131?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Le Brésil à l'aube de la présidentielle

Par **Martine Droulers**

Martine Droulers est directrice de recherche émérite au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), rattachée au Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CREDAL).

En une décennie, le Brésil est passé du statut de puissance émergente – alliant croissance économique, renouveau démocratique et ambitions internationales – à celui de pays en crise, gouverné par un président populiste. En octobre 2022, les électeurs devront choisir entre deux candidats – Jair Bolsonaro et Lula – qui incarnent des options politiques radicalement différentes. Parmi les enjeux de ce scrutin figurent la corruption, la militarisation de la vie publique et l'environnement.

politique étrangère

Le Brésil célèbre en 2022 ses deux cents ans d'indépendance¹. En octobre de cette année, 145 millions d'électeurs seront appelés aux urnes pour l'élection présidentielle au suffrage universel. Quels sont les enjeux de cette élection ? Quels sont les grands défis économiques, territoriaux, sociaux et environnementaux à relever pour ce vaste pays aux forts contrastes ?

Le Brésil pourra-t-il conserver son rang de puissance industrielle « émergée », champion des énergies renouvelables, des médicaments génériques, grenier agricole du monde et gestionnaire de la forêt amazonienne, alors même qu'il traverse une profonde crise politique et sociale ? Dans un contexte où les institutions sont ébranlées et où la croissance économique s'effondre, la nation brésilienne est entrée depuis quelques années dans une période de doute, cherche ses marques. Y a-t-il une réponse typiquement brésilienne à la situation de crise que connaît cette jeune démocratie ?

1. Séparé du Portugal en 1822, le pays comptait alors 4 millions d'habitants contre 212 millions actuellement.

D'une présidence « populaire » à une présidence « populiste »

Après vingt ans de dictature militaire (1964-1984), le système démocratique actuel se met en place avec la nouvelle Constitution de 1988 et atteint quelques années plus tard un palier de maturité avec les présidences de Fernando Henrique Cardoso (centre-droit, 1995-2002) et de Lula da Silva (centre-gauche, 2003-2010). Le contexte de croissance mondiale des années 2000 permet de faire sortir de la précarité un grand nombre de Brésiliens et le pays émerge alors parmi les dix premières puissances économiques mondiales. Pourtant sa société demeure hétérogène, avec de fortes inégalités tant sociales que territoriales. Le contre-coup politique du choc économique de 2013-2014 est colossal. Alors que le président Lula termine son second mandat en 2010 avec 83 % d'opinions favorables, Dilma Rousseff, qui lui succède, subit un *impeachment* en 2016. Deux années plus tard, en pleine récession, un président populiste de droite arrive au pouvoir.

Croissance et démocratie, la belle équation des années 1990 et 2000

Sur le plan économique, entre 1995 et 2016, le Brésil s'est affirmé comme un *global player*. En interne, 100 millions de Brésiliens atteignent la catégorie de la « petite classe moyenne ». Le président Fernando Henrique Cardoso, sociologue de formation, a su établir la confiance des diverses catégories sociales et économiques dans le nouveau régime, juguler l'inflation et renforcer l'image d'un Brésil-État de droit. Son successeur, Luiz Inácio Lula da Silva, dit Lula, issu du monde syndical ouvrier, incarne quant à lui la puissante mécanique d'inclusion sociale qu'opère la démocratie quand elle s'appuie sur une croissance soutenue.

Moyennisation de la société, accès élargi aux services publics et à l'éducation, système universel de santé, régularisation du marché du travail, protection des travailleurs, aides sociales familiales, retraites rurales, éradication de la faim : la croissance « ruisselle » alors sur toutes les catégories de la société brésilienne, notamment les plus modestes. En dépit du scandale de corruption politique (achat de voix) du *mensalão* de 2005, qui met en cause tout le Parti des travailleurs (PT) au pouvoir, la popularité du président Lula n'est pas ébranlée.

Au fil des années, le « lulisme » s'implante dans l'appareil d'État en cooptant les bureaucraties syndicales, les mouvements sociaux et les représentants des secteurs intellectuels. L'accord autour du projet du gouvernement rassemble le monde ouvrier (encore significatif dans cette période post-fordiste), le monde universitaire et culturel, le monde associatif et environnementaliste, ainsi que les élites économiques attirées par

la politique de renforcement du capitalisme brésilien *via* l'affirmation de champions nationaux conquérants à l'international.

Sur la scène mondiale, le Brésil consolide son image en apparaissant comme un pays stable, multiplie les initiatives dans les conférences internationales et forge de nouvelles alliances. Les gouvernements Lula renforcent les liens avec les pays du marché commun pour l'Amérique du Sud (Mercosur) et de l'Amérique du Sud, engagent une coopération avec les autres BRIC (Russie, Inde, Chine) ainsi qu'avec les pays d'Afrique, et contribuent aux opérations de maintien de la paix des Nations unies.

Durant cette période, le pays « émerge » comme grande puissance, pratique le non-alignement économique et commerce largement avec la Chine. Dans le même temps, la société brésilienne consomme davantage, tout en manifestant de nouvelles attentes et exigences en matière de gouvernance et d'environnement.

La politique d'investissement et de redistribution est rendue possible par une croissance économique soutenue, le produit intérieur brut (PIB) progressant alors de 4 % par an dans un contexte mondial favorable. L'appel d'air créé par la croissance chinoise contribue à la belle équation démocratique de cette période, associant croissance et inclusion sociale, qui reste la marque des gouvernements Lula et fonde, avec sa personnalité charismatique, la popularité qu'il conserve jusqu'aujourd'hui.

Les ferments de la crise apparaissent pourtant au début des années 2010, et l'on sait à quel point la conjoncture économique joue un rôle décisif dans le climat social et la stabilité politique en démocratie. Le ralentissement de la croissance encourage les gouvernements du PT à relancer une politique développementaliste, avec le Plan d'accélération de la croissance et le Plan d'investissement logistique. Satisfaire la classe moyenne et lutter contre l'inflation tout en maintenant la politique salariale et d'assistance s'avère difficile. L'exécutif doit alors louver entre les différents groupes d'intérêt – économiques (qui financent les campagnes électorales²) et sociaux – tout en cherchant à obtenir, ou à conserver, l'appui des parlementaires du Congrès.

Or, gouverner avec une Chambre de 511 députés où 25 partis sont représentés oblige à des alliances et des compromis pour constituer

2. Les entreprises contribuent à la « caisse noire » de tous les partis.

un *centrão*, un centre élargi permettant de voter les mesures du gouvernement.

Turbulences socio-économiques et brusque tournant populiste

À compter de 2014, la récession économique frappe durement le pays : le PIB chute de 2 000 à 1 400 milliards de dollars entre 2012 et 2019. Le mécontentement populaire enfle rapidement, la démocratie entre en crise et les partis politiques sont mis en cause. L'État et ses institutions se trouvent fragilisés.

Le modèle agro-exportateur, si important pour l'économie nationale, se grippe du fait du tassement de la croissance chinoise, soulignant la fragilité des économies émergentes. Le secteur de l'agro-négoce, qui subit les aléas du commerce mondial et les prix en baisse des matières premières, finit par être victime de « l'écèlement de la bulle des matières premières ». Cette phase se traduit au Brésil par l'accroissement des dettes publiques et privées, un chômage de masse et des faillites en cascade, ce qui interroge sur la pérennité du modèle agro-industriel brésilien³.

En dépit d'importants efforts, les objectifs du lulisme n'ont finalement pas été atteints. Le pays continue à accuser de considérables retards en

Les objectifs du lulisme n'ont finalement pas été atteints

matière d'éducation, de santé, d'équipements urbains, de couverture fiscale, et de larges pans de la société restent encore en situation de grande pauvreté. Bien des dispositions ont pourtant été prises, par exemple en matière d'éducation supérieure et d'accès à l'université.

Un plan d'expansion des universités fédérales et un programme dit « Université pour tous » sont mis en œuvre, avec notamment une politique de quotas pour que davantage de personnes de couleur puissent accéder à l'université. Le nombre d'étudiants double entre 2004 et 2015, de 4 à 8 millions, pour ensuite se stabiliser. Les structures privées d'enseignement accueillent les trois quarts d'entre eux.

Le but fixé (qu'en 2024 un tiers des jeunes de 18 à 24 ans soit dans l'enseignement supérieur) s'éloigne, plafonnant à 18 % en 2021. Au total,

3. Fabio Pitta, géographe dont la thèse de doctorat portait sur l'un des grands secteurs de l'agro-négoce brésilien, la canne à sucre, agro-industrie la plus importante du monde, montre combien la mécanisation à tous les stades de production expulse la force de travail. Ainsi, dans l'État de São Paulo, les 400 000 travailleurs de la canne des années 1990 n'étaient plus que 90 000 en 2015. Pour accéder aux derniers postes de la coupe manuelle de canne, les travailleurs acceptent les pires conditions. F. Pitta, *Le Brésil dans la crise du capital au XXI^e siècle. Bulle des matières premières, capital fictif et critique de la valeur-dissociation* (trad.), Albi, Crise & Critique, 2021.

seulement 50 % d'une classe d'âge termine le collège, et on décompte encore plus de 12 millions d'analphabètes fonctionnels. Le faible niveau de formation a des conséquences sur le monde du travail : « un bas niveau de productivité responsable des faibles rémunérations⁴ ». En outre, dans un pays qui avance vers le développement durable, le système éducatif doit être adapté à la technologie, au numérique, et sensible aux changements environnementaux. L'élargissement de la classe moyenne suppose une meilleure formation.

La mauvaise qualité ainsi que l'augmentation des prix des services publics entraînent la grogne des classes moyennes. Ce mécontentement prend de l'ampleur dès 2013, sous la présidence de Dilma Rousseff. D'immenses manifestations, à São Paulo et dans quelques métropoles, mettent une sorte de point d'arrêt à la gestion luliste des conflits sociaux. L'emploi de l'armée pour traiter des questions de sécurité publique, y compris contre les manifestants, est vivement critiqué⁵.

La crise s'amplifie dans un contexte de plus en plus délétère d'accusations de corruption, sur fond de récession économique⁶. Des procès touchent les élites : le PT et son leader Lula perdent leur popularité, leur large base populaire finit par s'effriter. La présidente Dilma Rousseff est mise à l'écart en 2016, par une révolution de palais⁷ qui vise à éloigner du pouvoir, après quatorze ans, le PT.

Suite à cinq années de crise, les inégalités se creusent et les électeurs deviennent sensibles aux propositions populistes. En octobre 2018, Jair Messias Bolsonaro, député depuis 27 ans, sans véritable parti et défendant des idées d'extrême droite, devient président de la république fédérative du Brésil⁸ avec 55 % des voix. Critique absolu de la gauche et du lulisme, il défend la nation, la religion, les forces armées, et se trouve vite baptisé « Trump des tropiques ».

Avec ce président, les secteurs de l'agro-négoce, de la finance, des entreprises médiatiques, des pentecôtistes et de l'armée s'imposent au premier

4. P. R. de Almeida, « Une prospective du Brésil vers 2022 », *Diplomatie*, n° 8, 2012, p. 90-95.

5. Cela a détérioré un peu plus les relations déjà tendues entre les militaires et la présidente, certains d'entre eux refusant la commission nationale de la vérité sur les actions durant la dictature.

6. T. Roque, « Brésil : une crise en trois actes », *La Vie des idées*, 28 mai 2019.

7. La présidente Dilma Rousseff est écartée à la suite d'une procédure d'*impeachment* après six mois d'intenses manœuvres parlementaires conduites par le président de la Chambre des députés Eduardo Cunha (lui-même condamné quelques mois plus tard à la prison), qui obtient l'alliance des partis anti-lulistes.

8. Avec 57,7 millions de voix, Jair Bolsonaro arrive en tête dans 16 États (Sud et Ouest) ; le candidat du PT Fernando Haddad totalisant 47 millions de voix, en tête dans 11 États (Nordeste).

plan de l'appareil d'État⁹. De plus, le contexte de récession entraîne le basculement d'une partie des couches moyennes qui, après avoir bénéficié du développement de la période antérieure, craignent pour leur pouvoir d'achat. Elles « lâchent » alors le gouvernement du PT et favorisent l'accession à la plus haute fonction de Jair Bolsonaro, qui défend les valeurs familiales ainsi qu'un programme nationaliste et libéral.

Sur le plan macroéconomique, la croissance est de plus en plus dépendante du commerce extérieur. Face au repli chinois, le gouvernement Bolsonaro pousse à un réarrimage aux États-Unis. Les crises conjoncturelles se conjuguant aux difficultés structurelles, le pays enregistre un recul de 10 % du PIB par tête en quelques années et plus de 30 millions de personnes sont privées d'emploi. La démocratie brésilienne est mise à l'épreuve face à une récession qui touche tous les pans de la société.

Le super-ministère de l'Économie confié à Paulo Guedes¹⁰ tente de mettre en œuvre des réformes libérales en commençant par la dérégulation du travail, la restructuration du système des retraites et de la sécurité sociale, ainsi que des privatisations. Beaucoup de réformes structurelles peinent à s'imposer, souvent bloquées au Parlement, puis retardées par la pandémie de Covid-19. L'inflation s'envole et son contrôle demeure le grand défi du Brésil en 2022¹¹.

En dépit d'un système universel de santé publique bien structuré¹², le déficit des infrastructures de santé éclate avec l'épidémie de Covid-19. La réponse sanitaire tarde et le pays est profondément atteint : 27 millions de cas et 630 000 décès. Voyant sa popularité menacée, le président Bolsonaro finit par prendre des mesures pour protéger les plus pauvres : ouverture de lits dans les hôpitaux universitaires publics, mise en place d'hôtels de solidarité, attribution d'un soutien financier de l'État aux travailleurs indépendants. Il annonce une aide d'urgence de 600 reais (100 euros) pour plus de 50 millions de personnes, essayant de faire mieux que le plan « Bolsa Família », programme phare du lulisme¹³.

9. F. L. Barbosa dos Santos, *L'Espoir vaincu par la peur, de Lula à Bolsonaro*, Paris, Syllepse, 2020.

10. Économiste formé aux États-Unis, Paulo Guedes défend le libéralisme, l'économie de marché et les investissements privés.

11. En avril 2022, l'inflation sur un an s'élevait à 12,1 % – le plus haut niveau atteint depuis près de vingt ans.

12. Le système de santé publique (SUS) institué par la Constitution de 1988 vise à assurer « la santé comme un droit du citoyen et un devoir de l'État ». Complémentaire du SUS, le secteur privé subventionné garde son importance.

13. F. Brandi, « Le Brésil dans le gouffre du Covid. Entretien avec Marcello Barcinski », *La Vie des idées*, 14 juillet 2020.

Le président tente ainsi de « renforcer le lien direct avec ceux d'en bas », dans la perspective des élections à venir¹⁴. Il annonce un plan d'investissements publics massif et met au placard l'orthodoxie néolibérale. Les leçons de la pandémie rappellent au pays la nécessité de créer un système de protection de la santé plus efficace, ainsi qu'un système scientifique opérationnel pour réduire la dépendance du pays, qui fournit un gros effort en produits génériques.

Le tournant populiste correspond également à un changement des moyens de communication. Après la télévision, le développement des réseaux sociaux, d'internet et des téléphones portables oblige les candidats à l'élection présidentielle à s'adapter aux nouvelles dynamiques de communication. Pour la première fois lors de la campagne électorale de 2018, l'équipe du candidat Bolsonaro a fait un très large usage de ces nouveaux médias, attirant les jeunes urbains avec des slogans binaires et des présentations simplifiées de la réalité. L'extrême droite, qui a vite compris l'importance des réseaux sociaux pour diffuser ses idées, abuse des *fake news*¹⁵.

Bolsonaro met au placard l'orthodoxie néolibérale

Au fil des années, le président s'est séparé de ses ministres trop extrémistes et ouvertement « olavistes » : Ernesto Araújo aux Affaires étrangères et Abraham Weintraub à l'Éducation, secteur que Jair Bolsonaro juge trop idéologisé et pour lequel il lance un programme « École sans parti ». Il se méfie aussi des avis scientifiques, limogeant par exemple le directeur de l'Institut national de recherches spatiales, organisme qui diffuse des données mensuelles sur la déforestation en Amazonie.

La réaction du Brésil à la crise se manifeste ainsi par le retour d'une période populiste supposée incarner la « voix du peuple » et s'appuyant sur un élan nationaliste fort. Les bolsonaristes se regroupent autour des couleurs nationales vert et jaune portées par tous. Le président jouissait d'un bon appui de la classe moyenne, après une phase de ras-le-bol de la gouvernance largement critiquée du PT, mais a vu sa popularité s'effriter au fil des années. Le pouvoir exécutif s'affaiblit face au législatif et au judiciaire : le Congrès et la Cour suprême s'érigent en gardiens des institutions, comme lorsque le président se met à contester le vote électronique (généralisé depuis 2000), ou la liberté d'expression et l'indépendance judiciaire...

14. F. L. Barbosa dos Santos, *L'Espoir vaincu par la peur, de Lula à Bolsonaro*, op. cit.

15. Les messages de ces groupes fortement anti-communistes sont préparés par le maître à penser des bolsonaristes, Olavo de Carvalho (1947-2022), essayiste d'extrême droite très présent dans la campagne et le début du mandat de Bolsonaro.

Quelques grands enjeux pour les élections de 2022

De grandes questions s'invitent dans la campagne de 2022, même si depuis la Constitution de 1988 les institutions démocratiques se sont affirmées au Brésil, gagnant en maturité et en innovation. Cependant, des dysfonctionnements graves perturbent encore en profondeur la vie politique. Les institutions sont-elles à même de lutter contre les pratiques corruptives des élites, la militarisation de la fonction publique, la destruction de l'environnement ?

Les enjeux des prochaines élections sont à mettre en perspective avec un système politico-électoral marqué par des pratiques clientélistes, elles-mêmes ancrées dans une course aux subventions et aux emplois. À chaque élection, plus de 20 000 postes fédéraux sont redistribués, ainsi que des dizaines de milliers d'autres au niveau des États et des municipalités. Chaque parti prend des positions court-termistes et changeantes au gré de ses intérêts, ce qui rend les alliances instables, d'autant que les échéances électorales reviennent tous les quatre ans.

Lutte contre la corruption

Dès 2012, la présidente Dilma Rousseff avait tenté de combattre la corruption en poussant à la démission trois directeurs de la compagnie pétrolière nationale, Petrobras, fleuron de l'exploration pétrolière en eaux profondes qui permet au pays d'être autosuffisant en hydrocarbures.

L'année suivante, une vaste enquête tentaculaire connue sous le nom de *Lava Jato* traque la corruption au plus haut niveau des leaders politiques et économiques ; les médias s'en emparent. Cette opération judiciaire, menée par le parquet de Curitiba (Paraná) autour du juge Sergio Moro, se concentre sur les articulations du PT avec les milieux économiques¹⁶. En trois ans (2014-2017), elle conduit à 198 emprisonnements et 89 condamnations. 26 partis et 415 personnalités politiques sont mis en cause. Un tel séisme, qui touche aussi bien chefs d'entreprise qu'élus, met en exergue la judiciarisation de la vie politique. Les juridictions pénales deviennent de plus en plus punitives et « les cours de justice servent à criminaliser les adversaires politiques », dans un système victime des contradictions et insuffisances du financement des partis politiques¹⁷.

16. Une telle démarche, s'apparentant à l'opération « mains propres » en Italie, s'insère dans un contexte mondial de judiciarisation des affaires publiques.

17. A. Singer, *O lulismo em crise. Um quebra-cabeça do período Dilma (2011-2016)*, São Paulo, Companhia das letras, 2018.

Le lulisme, empêtré dans les procès pour corruption et détournement de fonds publics, perd les deux tiers de ses soutiens. Le spectre d'une chasse aux corrupteurs et aux corrompus conduit alors les politiques et les chefs d'entreprise à prendre des précautions pour ne pas être dévoilés et désignés à la vindicte populaire. De son côté, le juge Sergio Moro est promu ministre de la Justice dans le premier gouvernement de Jair Bolsonaro, dont la popularité repose en partie sur l'espoir d'une plus grande transparence des affaires publiques¹⁸.

Militarisation de la vie publique

Depuis la redémocratisation de 1985, l'armée est restée « discrètement » présente, se posant en force modératrice¹⁹. Jair Bolsonaro, ancien militaire, finit par obtenir, assez tardivement dans sa campagne, une alliance importante, peut-être même décisive, avec l'armée. Son vice-président est le général Hamilton Mourão, qui orchestre la politisation de l'institution militaire.

Les forces armées montent en puissance dans le gouvernement²⁰ et participent à la gestion de secteurs comme la santé, l'énergie, les transports. Les militaires défendent des valeurs libérales-conservatrices, prônent un alignement sur les États-Unis et reprennent quelques filières industrielles²¹. Ils sont présents dans les conseils d'administration des grandes entreprises publiques et la part de ceux qui exercent des charges civiles s'élève, au niveau fédéral, à plus de 6 000 postes²². Les militaires favorisent des programmes d'aménagement du territoire privilégiant les financements pour la logistique, les concessions minières, routières et ferroviaires.

Des pouvoirs de police sont également octroyés à l'armée pour rétablir l'ordre dans les prisons²³, intervenir dans les règlements de comptes entre trafiquants ou encore lors des conflits dans les *favelas* des grandes villes.

18. Sergio Moro reste dix-huit mois au poste de ministre de la Justice. En 2022, il a brièvement envisagé une candidature à l'élection présidentielle.

19. L'armée brésilienne compte 350 000 hommes (210 000 pour l'armée de Terre, 75 000 pour la Marine et 65 000 pour l'Aviation) auxquels s'ajoutent les 410 000 hommes de la police militaire, subordonnée aux gouvernements des 27 États. Au-delà de leur rôle traditionnel de surveillance des frontières, les forces armées sont souvent appelées à intervenir dans des situations internes mettant en cause la sécurité publique.

20. L'exécutif, resserré à 23 ministres, compte 7 puis 10 officiers supérieurs et 2 femmes.

21. L'entreprise publique Emgepron, chargée de l'équipement militaire, particulièrement naval, a lancé la construction de corvettes et de sous-marins.

22. W. Nozaki, « A militarização da administração pública no Brasil », in « Reforma administrativa Bolsonaro/Guedes : autoritarismo, fiscalismo e privatismo », Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 2021, p. 181-207.

23. Avec plus de 750 000 prisonniers, soit 322 pour 100 000 habitants, les établissements carcéraux sont surpeuplés.

La vie des habitants de ces quartiers délaissés tombe trop souvent sous la coupe de caïds issus de deux types d'organisations illégales : les milices²⁴ ou les narcotrafiquants. Les uns comme les autres rackettent et ponctionnent les usagers des services urbains (transports, internet, électricité...), tout en exposant les habitants à une véritable guerre des gangs pour le contrôle des points de vente de produits illicites. Même l'armée, appelée à la rescousse plusieurs fois dans les mêmes *favelas* pour stopper ces groupes criminels, n'y parvient pas.

À Rio de Janeiro, près d'un tiers du territoire échappe aux autorités de police. La municipalité a instauré en 2008 une police de proximité qui opère en coopération avec la population, les « unités de police pacificatrice ». Mais ces unités se sont souvent révélées impuissantes à rétablir l'ordre et à faire cesser les règlements de comptes. Les milices relèvent la tête en temps de crise, se nourrissant de la désagrégation de l'État.

Bolsonaro n'hésite pas à rendre hommage aux dictatures

La famille Bolsonaro, très implantée politiquement à Rio de Janeiro où les trois fils exercent des mandats électifs, a été accusée d'être proche des milices. Le nom du fils aîné, Flávio (ex-député à l'assemblée régionale et aujourd'hui sénateur), a même été cité après l'assassinat, en mars 2018 en plein centre-ville, d'une conseillère municipale d'opposition, Marielle Franco. Elle dénonçait les opérations policières et mafieuses dans les *favelas* de Rio de Janeiro.

Populiste, brandissant la menace putschiste, le président Bolsonaro s'appuie sur certains militaires réactionnaires, suggérant la possibilité d'un coup d'État ; il fait régner un climat de menaces, d'incertitudes, et n'hésite pas à rendre hommage aux dictatures. Climatосceptique assumé, il a boudé les conférences internationales sur l'environnement. Le président élève le niveau de tension politique, lance des polémiques, multiplie les faux pas et les provocations, tant à la télévision que dans les meetings, manipulant l'ambiguïté sur le rôle des forces armées, ce qui n'est pas sans fâcher les militaires modérés.

L'armée reste soucieuse de défense et de sécurité, ainsi que du niveau technologique des industries stratégiques, spécialement dans deux

24. Groupes paramilitaires souvent créés par des policiers et anciens policiers au motif de lutter contre les trafiquants de drogue.

domaines : le nucléaire²⁵ et l'espace. Le Brésil, à travers des accords internationaux, renforce sa capacité à contrôler et maintenir sa souveraineté sur un vaste espace terrestre, maritime et aérien de 22 millions de kilomètres carrés. Pour y parvenir, le pays cherche à se doter d'une autonomie navale et spatiale²⁶. Le premier satellite *Amazonia*, entièrement fabriqué par le Brésil, a été lancé en Inde en février 2021. Il est chargé de transmettre des données sur la déforestation en Amazonie, d'orienter les activités agricoles et de surveiller les atteintes à l'environnement.

La transition environnementale, une ambition à saisir

Le Brésil se trouve être un pays clé pour le maintien de l'équilibre climatique de la planète. La protection de ses forêts (le plus grand massif forestier tropical du globe) et de ses eaux (15 % des réserves mondiales d'eau douce) constitue son grand défi. Avec une transition électrique avancée, basée sur de l'électricité renouvelable (70 % d'origine hydraulique, 10 % de biomasse) et un large usage de carburant végétal (éthanol et biodiesel), le pays présente un bilan énergétique peu carboné. Cependant, les atteintes au milieu naturel se multiplient : l'agriculture mécanisée consomme quantité d'intrants chimiques, les barrages miniers sont peu entretenus²⁷, l'assainissement urbain est très insuffisant et la déforestation repart à la hausse. La transition environnementale serait-elle remise en question ?

De nombreuses mesures de protection de la nature ont été prises et les freins au déboisement améliorés (Code forestier révisé, cadastre environnemental rural imposé). Mais le président Bolsonaro, s'il a finalement maintenu le ministère de l'Environnement, a affaibli les instances de protection et les organismes de contrôle mis en place par ses prédécesseurs. Le cycle infernal du déboisement (bûcherons, faux titres de propriété et installation d'éleveurs de bovins) repart de plus belle. Cette politique d'ouverture de nouvelles terres agricoles, soutenue par les ruralistes et les militaires, se fait aux dépens de la forêt et des aires indigènes.

Tandis que les atteintes à la nature s'amplifient, les compétences du ministère de l'Environnement et de son bras opérationnel, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables, s'amoindrissent. Les lois environnementales sont dérégulées, réinterprétées, et

25. Le Brésil possède une centrale nucléaire et, avec un programme de coopération avec la France, sa Marine devrait acquérir un sous-marin à propulsion nucléaire.

26. L. F. Giesteira *et al.*, « A defesa nacional e os programas estratégicos de defesa (2016-2019) », Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, 2020.

27. Des barrages du groupe minier Vale ont cédé dans le Minas Gerais, à Mariana (2015) et à Brumadinho (2019), causant plus de 300 victimes et des désastres environnementaux d'ampleur.

les organisations non gouvernementales (ONG) attaquées. Le Brésil, qui s'était illustré dans les grands sommets mondiaux, est maintenant déconsidéré sur la scène internationale de la lutte contre le changement climatique²⁸. Les scientifiques et les ONG alertent sur la reprise de la déforestation ces dernières années, alors que le déboisement est proche d'atteindre un point de non-retour en Amazonie, avec un risque de savanisation de la grande forêt.

Le secteur de l'agro-négoce, qui totalise un quart du PIB et 30 % des emplois, s'efforce d'appliquer à son tour des normes de durabilité environnementale. Des initiatives conjointes entre entreprises, ONG et institutions publiques s'organisent en mouvements, telle la coalition brésilienne sur le climat, les forêts et l'agriculture²⁹ qui multiplie les expériences en biodiversité, plantations d'arbres, usages raisonnés de la terre...

L'intégration de l'agro-négoce, de l'agriculture familiale (quatre millions d'exploitations assurant 70 % de l'alimentation du pays) et de la sauvegarde des zones boisées est en jeu. La recherche agronomique brésilienne y travaille, mettant en pratique des démarches productives et environnementales pour rendre plus efficiente une « agriculture tropicale durable et authentiquement brésilienne » à base de systèmes agroforestiers, d'agro-écologie, de semis direct, de double récolte et de surveillance satellitaire. De telles pratiques se diffusent chez les grands producteurs comme chez les petits. L'enjeu est de découpler la déforestation des activités agricoles et de multiplier les mesures considérant la forêt comme un patrimoine naturel³⁰. Le prochain président sera confronté au défi des contradictions entre développement pour tous et indispensable protection environnementale.

La transition environnementale constitue un déterminant majeur pour la suite de la décennie ; pourtant, il n'y a pas de candidat écologiste en 2022. L'ancienne ministre de l'Environnement Marina Silva, arrivée deux fois en troisième position à l'élection présidentielle (en 2010 et 2014), ne se représente pas. La prochaine élection sera cruciale pour que le Brésil puisse reprendre ses engagements en termes de défense de l'environnement, notamment celui de stopper toute déforestation illégale en Amazonie d'ici 2028.

28. Le fonds d'un milliard de dollars alloué à la protection de l'Amazonie par la Norvège a été gelé en 2021.

29. Mouvement créé en 2015, qui vise à promouvoir un développement économique bas-carbone et à répondre aux défis des changements climatiques. Plus de 300 entités en sont membres.

30. C. Broggio et M. Droulers, « L'agronégoce, enjeu géopolitique au Brésil. », *Hérodote*, vol. 2, n° 181, 2021, p. 91-105.

L'élection s'annonce comme un duel entre l'ancien président Lula da Silva et Jair Bolsonaro, candidat à sa succession. Le PT, pour dépasser son fief traditionnel du Nordeste, s'est allié avec une figure de centre-droit, ancien gouverneur de São Paulo. La bataille se joue au double niveau de l'électorat populaire et des milieux économiques pour trouver le plus large consensus. Le président populiste conservera-t-il ses alliances de 2018 ? Le président populaire réussira-t-il à convaincre de sa capacité à gouverner en période de crise ?



Mots clés

Brésil

Populisme

Jair Bolsonaro

Luis Inácio Lula da Silva

